

TIARET

L'immolation qui suscite la colère des jeunes

La tentative de suicide par immolation d'un jeune, jeudi, au cœur de la ville de Tiaret, a été suivie d'incidents à la place du 17-Octobre avant de s'étendre à d'autres quartiers où des jeunes se sont donnés à des jets de pierres, nécessitant une forte mobilisation des services de sécurité à travers plusieurs coins de la ville.

Les faits ont commencé lorsqu'un policier en faction à proximité du marché couvert, chargé d'empêcher le retour des commerçants informels, chassés il y a quelques jours, a prié un vendeur de lunettes de repousser sa table posée en plein trottoir. Digérant mal cet ordre, le petit commerçant ne s'est pas

retenu de s'asperger d'essence avant de mettre le feu. Réagissant à l'horrible scène, des passants se sont aussitôt précipités pour secourir le jeune, en flammes sous le regard médusé des habitués des lieux. Brûlé au deuxième degré, la victime a été évacuée aux UMC

de l'hôpital Youssef-Damardji avant d'être transférée au CHU d'Oran. L'incident a ensuite pris une autre tournure quand des groupes de jeunes se sont déployés dans plusieurs endroits pour manifester leur colère instaurant un climat de tension visible. La situation a failli dégénérer, n'était le renfort de la brigade anti-émeute qui a encerclé les lieux avant de se poster devant les sièges des administrations publiques, tels la wilaya, la daïra, le palais de justice, la mairie. La circulation automobile a été même perturbée pour la circonstance du côté de la place

Regina, contraignant les automobilistes à rebrousser chemin de peur de voir leurs véhicules saccagés par les projectiles. Aussi, en début de soirée de la même journée, les policiers ont eu à affronter des jeunes surexcités au niveau du quartier Oued Tolba, mais sans pour autant enregistrer de graves incidents. Quant aux commerçants habitués à rester ouverts jusqu'à une heure tardive, ils ont carrément baissé rideau transformant Tiaret en une véritable ville fantôme. Les choses ne sont rentrées dans l'ordre que le lendemain.

Mourad Benameur

MOSTAGANEM

3 ans de prison pour le viol d'une malade mentale

L'affaire paraît un peu compliquée pour la cour criminelle qui l'a jugée jeudi dernier, étant donné que la victime est une déséquilibrée mentale.

Cette jeune fille de 24 ans n'était qu'une proie, elle ne pouvait rien contre ces 3 loubards. Les faits remontent au mois de mai 2011, quand 3 jeunes individus en état d'ébriété ont accosté la victime dans un douar près de la localité du Sour. Cette handicapée mentale, qui n'a pas pris sa dose habituelle de médicaments antidépresseurs, avait fugué de chez elle vers 23 heures et ses parents ne se sont aperçus que quelques heures plus tard de son absence. Les trois mis en cause ont donc profité de son état de santé pour la conduire dans un coin isolé et abuser d'elle à tour de rôle pendant toute la nuit. Au petit matin, les violeurs ont accompagné la victime jusqu'à un arrêt de bus et l'ont confiée à un chauffeur de bus. Celui-ci l'aurait également enlevée, séquestrée et violée, selon ses premières dépositions. Ce n'est que deux jours plus tard que la victime a été retrouvée dans un piètre état. Les examens médicaux ont révélé que la victime a subi une agression sexuelle. Les services de sécurité ont ouvert une enquête et réussi à déterminer le parcours emprunté par la jeune fille. Malgré la maladie dont elle souffre, la victime a aidé les enquêteurs à comprendre ce qui s'est passé et les conduire jusqu'à l'endroit où s'était passé le drame. Devant la barre, le chauffeur de bus a nié les faits et a plaidé non coupable, tandis que

les trois autres accusés ont collé l'acte de viol à un seul compagnon qui a avoué le crime et soutient sa déposition au mariage éventuel. Le représentant du ministère public a évoqué les éléments objectifs du dossier et les aveux circonstanciés des accusés lors de l'enquête et de l'instruction préliminaire. Il

a demandé aux membres du jury de condamner sévèrement ces monstres tout en requérant 8 ans de prison ferme. Après les délibérations, le verdict disculpera le chauffeur du bus et le trio des agresseurs violeurs sera condamné à 3 ans de réclusion criminelle.

A. Bensadok

BÉJAÏA

Un groupe de trafiquants de faux billets appréhendé

Pas moins de trois individus impliqués dans un vaste réseau de trafic de monnaie, originaires de la localité d'Akbou, ont été appréhendés, la main dans le sac, par les enquêteurs de la section de recherche de la gendarmerie nationale de Béjaïa.

La Gendarmerie nationale, après des recoupements d'informations sur les agissements suspects des trois personnes et après les avoir prises en filature, alors qu'elles étaient à bord d'une voiture sur la RN 26, a réussi à les appréhender. Au moment de leur arrestation en début d'après-midi, du 21 janvier dernier, elles étaient en possession de pas moins de soixante millions de cen-

times, en coupures de 200, 500 et 1 000 DA contrefaites, avons-nous appris de sources concordantes. Les enquêteurs de la section de recherche de la gendarmerie, après exploitation des renseignements fournis par le gang en question, ont récupéré une autre somme d'argent, toujours en faux billets équivalente à 100 000 DA, dans un appartement situé dans la localité de Takerietz.

Du matériel ultra-sophistiqué servant à la fabrication de la fausse monnaie a été aussi découvert dans ce lieu et a aussitôt été saisi par les gendarmes. Présentés le 23 janvier dernier devant le magistrat instructeur près le tribunal d'Akbou, les trois mis en cause ont été poursuivis pour association de malfaiteurs, trafic de billets de banque et détention de matériel servant au trafic de monnaie. Ils ont été écroués à la maison d'arrêt de la même ville en attendant leur comparution devant la cour criminelle, conformément à l'article 197 du code pénal. Kamel Gaci

RELIZANE

L'évadé du tribunal arrêté

L'évadé, âgé d'une vingtaine d'années, recherché par les services de sécurité, a été neutralisé en fin de semaine, au niveau de la localité de Sidi Khettab, à une trentaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya de Relizane.

Le fugitif a été appréhendé par les éléments de la Brigade de recherche et d'investi-

gations (BRI) relevant de la Sûreté de Relizane, après s'être évadé dimanche soir du tribunal de la ville de Relizane. Quant au deuxième fugitif, il est activement recherché, selon des sources généralement bien informées. Les faits remontent à la journée de dimanche. Les forces de l'ordre allaient reconduire 54 prévenus dans des fourgons cellulaires quand ces derniers ont tenté de s'échapper du box des accusés pour essayer de s'en-

gouffrer dans la porte de sortie, ajoutent nos sources. Les éléments de la police ont réussi, toutefois, à empêcher cette tentative d'évasion collective de détenus, mais deux d'entre eux sont parvenus à prendre la fuite, indique-t-on. Les deux individus, âgés de 20 et 31 ans, venaient de comparaître devant le tribunal de Relizane qui a condamné l'un à dix-huit mois de prison ferme et l'autre à trois années de prison ferme. A. Rahmane

Précisions

Suite à l'information relative à l'arrestation de trois ressortissants libyens à Bouzeguène (Tizi Ouzou), parue dans notre édition du 9 janvier, nous avons reçu les précisions suivantes de l'hôte algérien des trois concernés. «Cadre dans une société pétrolière multinationale installée dans le Sud libyen, trois amis libyens, un de mes ouvriers dont le père est un ami de longue date, deux de ses deux amis exerçant dans une société hôtelière de la région, les trois Libyens sont entrés légalement à travers la ligne aérienne : Tripoli-Tunis-Alger. Ils ont été minutieusement contrôlés à l'aéroport Houari-Boumediène et la police des frontières est bien au courant de leur présence en Algérie et de leur destination. L'objectif de leur présence dans ma commune à mon invitation est purement médical, étant au courant de la qualité des soins dentaires en Algérie. Cependant, s'ils ont été interpellés, jeudi dernier, par les services de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Bouzeguène, et c'est dans leur plein droit et c'est tout à leur honneur de contrôler tout étranger suspect, mes trois invités qui ont été aussitôt remis en liberté, ne disposaient ni de photos les montrant exhibant des kalachnikovs, ni avoir combattu à Misrata lors de la révolution libyenne comme l'a rapporté votre correspondant. Aucun soupçon d'acointances ou de soutien au terrorisme ne pèse sur eux.

TLEMCEN

La colère des citoyens de F'houl

Rien ne va plus dans cette localité isolée au nord du chef-lieu de wilaya. Les habitants de cette petite commune ont tenu à rappeler qu'ils sont des citoyens à part entière et réclament le droit à de meilleures conditions de vie. Il faut tout juste rappeler que la politique engagée au niveau de l'exécutif pour développer les zones rurales a été l'une des priorités et, pourtant, certaines communes attendent toujours. Dans la commune de F'houl, l'eau potable est plutôt rare et les robinets sont à sec, il faut attendre un mois pour avoir droit au précieux liquide pendant deux heures seulement. Sur le plan sanitaire, il y a un grand déficit en matériel médical et aucune permanence n'est assurée à partir de 18h, le centre ferme ses portes. Quant à l'infrastructure routière, rien n'a été entrepris et pendant l'hiver, les pistes se transforment en marécages. Pour l'instant, cette petite bourgade reste paralysée et les établissements scolaires ainsi que l'ensemble des administrations sont fermées. Les citoyens réclament la présence du wali. Khadidja Sekrane

EL TARF

7 personnes sous mandat de dépôt à El Chatt

La démocratisation des équipements informatiques semble aider à l'émergence et à la prolifération de réseaux spécialisés dans la fabrication de la fausse monnaie et la falsification de documents administratifs. En effet, la brigade de la gendarmerie de la commune d'El Chatt, wilaya d'El Tarf, a procédé, jeudi dernier, à la présentation de 7 personnes devant le procureur de la République près le tribunal de Dréan, qui les a mis sous mandat de dépôt pour les griefs de falsification de documents officiels et faux et usage de faux. Ce coup de filet a pu être rendu possible après un travail de filature et d'investigation de longue haleine, a-t-on indiqué. Les indélicats faussaires sont spécialisés dans la falsification de cartes nationales, de permis de conduire et d'actes de mariage. Il est à signaler que 5 personnes sont originaires de la commune d'El Chatt et les 2 autres sont de la wilaya d'Annaba. Elles sont âgées entre 22 et 60 ans. Daoud Allam

KHENCHELA

Crime crapuleux devant un lycée à Mahmel

Un jeune, âgé de 16 ans, en classe de première année secondaire au lycée de Mahmel, à 9 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Khenchela, a trouvé la mort après avoir reçu des coups de poignard au ventre que lui a assénés son camarade de classe dans une bagarre déclenchée à la sortie de l'établissement scolaire suite à un malentendu. La victime est décédée aux urgences des suites de graves blessures au niveau des intestins et de la rate. Le mis en cause a été arrêté par la police en attendant de le présenter devant le procureur du tribunal de Chechar. Le drame a suscité le courroux des citoyens qui ont soulevé le danger qui guette leurs enfants à cause du port d'armes blanches par les élèves. Benzaïm Abelouahab

TÉBESSA

5 personnes arrêtées pour trafic de pièces archéologiques

Il y a trois jours, la brigade de lutte contre la criminalité de la wilaya de Tébessa a, en collaboration avec les services de sécurité de la daïra de Bir El-Ater, démantelé un réseau de trafic des pièces archéologiques, composé de cinq individus qui activent au niveau de la région frontalière de l'est du pays, suite aux informations qui leur sont parvenues suspectant une personne originaire de la ville de Bir El-Ater de s'adonner à ce trafic. Munis d'un mandat de perquisition, les enquêteurs ont découvert, lors de la fouille du domicile de ce dernier, une statuette pharaonique qui remonte à la préhistoire d'une valeur inestimable. Les aveux du mis en cause, après audition, ont permis aux services de sécurité d'arrêter ses quatre acolytes, âgés de 19 à 27 ans. Les cinq inculpés ont été présentés devant le procureur de la République et placés sous mandat de dépôt. Ils sont accusés d'appartenance à un réseau international de trafic de pièces archéologiques. Barour Yacine